
Mémoire du Président**Proposition de financement additionnel en faveur de la République du Libéria****Projet de transformation de l'agriculture paysanne et de relance de l'entrepreneuriat agricole (STAR-P)**

Numéro du projet: 2000001194

Cote du document: EB 2022/LOT/P.8

Date: 1^{er} décembre 2022

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 73.

Questions techniques:**Sana F. K Jatta**Directeur régional par intérim
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
courriel: s.jatta@ifad.org**Pascaline Barankeba**Directrice de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
courriel: p.barankeba@ifad.org

Table des matières

Résumé du financement	ii
I. Contexte et description du projet	1
A. Contexte	1
B. Description du projet initial	1
II. Justification du financement additionnel	1
A. Justification	1
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	3
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coûts, avantages et financement	6
III. Gestion des risques	10
A. Risques et mesures d'atténuation	10
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
IV. Exécution	12
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	14
VI. Recommandation	14

Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

Équipe d'exécution du projet	
Directeur régional par intérim:	Sana F. K. Jatta
Directrice de pays:	Pascaline Barankeba
Responsable technique:	James Marc de Sousa Shields
Responsable des finances:	Mouctar Diallo
Spécialiste climat et environnement:	Amath Pathe Sene
Spécialiste inclusion sociale:	Joyce Njoro
Juriste:	Itziar Miren Garcia Villanueva

Résumé du financement

Institution initiatrice:	Banque mondiale
Emprunteur/bénéficiaire:	République du Libéria
Organisme d'exécution:	Ministère de l'agriculture
Coût total du projet:	107,1 millions d'USD
Montant du prêt initial du FIDA:	16,8 millions d'USD
Conditions du prêt initial du FIDA:	Particulièrement concessionnelles
Montant du don initial du FIDA:	6,2 millions d'USD
Conditions du don initial du FIDA:	Don assorti de conditions particulièrement concessionnelles relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD)
Montant du prêt additionnel du FIDA:	28,71 millions d'USD
Conditions du financement additionnel du FIDA:	80% sous forme de prêt extrêmement concessionnel: Le délai de remboursement est de 50 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. Exempt de taux d'intérêt; commission de service fixe de 0,10% 20% sous forme de prêt particulièrement concessionnel: Le délai de remboursement est de 40 ans, dont un différé d'amortissement de 10 ans à compter de la date d'approbation du prêt par le Conseil d'administration. L'amortissement du prêt particulièrement concessionnel est prévu comme suit: i) 2% de la 11 ^e à la 30 ^e année; ii) 4% de la 31 ^e à la 40 ^e année.
Cofinanceur:	Banque mondiale
Montant du cofinancement:	25 millions d'USD
Conditions du cofinancement:	Prêt
Contribution initiale des bénéficiaires:	9,4 millions d'USD
Contribution additionnelle des bénéficiaires:	5,7 millions d'USD
Contribution du secteur privé:	4,5 millions d'USD
Contribution additionnelle de l'emprunteur/bénéficiaire:	0,8 million d'USD
Déficit de financement:	10 millions d'USD
Montant du financement climatique initial apporté par le FIDA:	6,5 millions d'USD
Montant du financement climatique additionnel apporté par le FIDA:	7,5 millions d'USD
Institution coopérante:	Banque mondiale

I. Contexte et description du projet

A. Contexte

1. Après plusieurs années de guerre civile et la crise provoquée par le virus Ebola entre 2014 et 2016, l'économie du Libéria est aujourd'hui sur la voie de la reprise. Plusieurs difficultés subsistent toutefois, telles qu'une insécurité alimentaire généralisée, un accès limité à l'eau potable et à l'assainissement, et une production et une productivité agricoles faibles. La pandémie de COVID-19 n'a fait qu'exacerber ces vulnérabilités sur l'ensemble du territoire national, entraînant des répercussions négatives supplémentaires dans son sillage.
2. Le Projet de transformation de l'agriculture paysanne et de relance de l'entrepreneuriat agricole (STAR-P) a été conçu pour assurer l'autonomisation économique des agriculteurs pauvres vivant en zone rurale, conformément au Programme favorable aux pauvres pour la prospérité et le développement, le plan quinquennal de développement élaboré par le Libéria en 2018.
3. Le projet a été approuvé le 15 janvier 2019 par le Conseil des administrateurs de la Banque mondiale, pour un total de 25 millions d'USD, auquel le FIDA a adjoint un financement supplémentaire de 23 millions d'USD en septembre 2019. L'accord de financement a été signé le 21 novembre 2019, et le projet a depuis été cofinancé sur un pied d'égalité par le FIDA et la Banque mondiale.
4. En avril 2022, le Gouvernement de la République du Libéria a demandé à accéder à l'intégralité du montant qui lui était alloué au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (PBAS) pour la période de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12), à savoir 26,04 millions d'USD, ainsi qu'au solde de 2,67 millions d'USD qui lui revenait au titre du Projet de finance rurale à assise communautaire. Cette requête a été déposée afin d'élargir les interventions menées dans le cadre du projet, en particulier dans les secteurs de la riziculture et de l'horticulture, deux secteurs prioritaires pour le pays.

B. Description du projet initial

5. L'objectif de développement du projet est d'accroître la productivité des petits exploitants agricoles dans les filières des légumes, du riz et de l'huile de palme dans neuf comtés du Libéria (Bomi, Gbarpolu, Grand Cape Mount, Grand Gedeh, Lofa, Margibi, Maryland, Nimba et Sinoe), et de les aider à commercialiser leurs produits.
6. Le projet bénéficie directement à environ 38 350 petits exploitants agricoles. Parmi les bénéficiaires intermédiaires se trouvent les entreprises agroalimentaires et les sociétés fournissant des services de développement des entreprises qui entretiennent des liens commerciaux avec des petits exploitants agricoles des filières ciblées.
7. Le projet s'articule autour de trois composantes:
 - **Composante 1.** Renforcement des capacités institutionnelles des agriculteurs et des acteurs étatiques et non étatiques et instauration d'un environnement qui leur est davantage favorable.
 - **Composante 2.** Accroissement de la productivité et de la compétitivité.
 - **Composante 3.** Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet, et renforcement de la participation des citoyens.

II. Justification du financement additionnel

A. Justification

8. L'objectif de développement du projet conserve sa pertinence et demeure pleinement conforme aux priorités actuelles du Gouvernement libérien dans la

mesure où il porte sur la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et le chômage des jeunes. La crise de la sécurité alimentaire qui a récemment touché le monde entier, précipitée par la pandémie de COVID-19 et par le conflit en Ukraine, a renforcé le besoin de mettre en œuvre des interventions du secteur public pour lutter contre la hausse de l'inflation, de la pauvreté, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, et justifie pleinement l'élargissement des interventions.

9. Il existe dans tout le pays une demande croissante de dons de contrepartie propres à financer les plans d'activités des organisations paysannes, notamment pour ce qui est de l'assistance technique, des équipements et des biens. Le Fonds libérien de commercialisation agricole financé par le projet étant déjà opérationnel, le financement additionnel devrait permettre de répondre à cette demande.
10. Afin de faire face à la pandémie de COVID-19, le projet a été doté d'une composante relative aux interventions en cas d'urgence, consacrée à l'acquisition, par passation de marchés, des intrants agricoles et du matériel de transformation et à leur distribution à 20 328 petits exploitants bénéficiaires dans tout le pays. L'élargissement de la portée géographique prévu dans le cadre du financement additionnel permettra de cibler l'ensemble des bénéficiaires de cette composante, et de compléter l'aide dont ils ont déjà bénéficié.
11. Le financement additionnel couvrira également les investissements complémentaires dans les infrastructures à petite échelle, au moyen d'initiatives impulsées par les communautés, ainsi que ceux réalisés dans le secteur des technologies et des innovations. En outre, l'élargissement de la zone d'intervention du projet à de nouveaux comtés stimulera les complémentarités avec d'autres projets du FIDA et de la Banque mondiale, approfondissant et pérennisant ainsi l'impact des projets en cours ou récemment achevés.
12. Le financement additionnel proposé sera investi sur quatre ans, repoussant ainsi la date d'achèvement du projet du 30 septembre 2025 au 30 septembre 2029.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

13. **Nutrition.** L'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent un défi de taille au Libéria. Plus précisément, 32% de la population libérienne figure dans la catégorie des personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique modérée ou grave, et le niveau de retard de croissance atteint les 29,8%¹. Deux enfants de moins de cinq ans sur trois et un tiers des femmes en âge de procréer souffrent d'anémie.
14. Grâce au financement additionnel, le projet atteindra les comtés affichant les taux de retard de croissance les plus élevés (River Gee, Grand Bassa, Bong et Rivercess). Les ménages vulnérables bénéficieront d'interventions qui augmenteront la disponibilité et la consommation d'aliments nutritifs et diversifiés, y compris par le biais d'activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements. La priorité sera donnée aux ménages dirigés par une femme et comptant des enfants de moins de cinq ans, des adolescentes et des femmes enceintes ou allaitantes.
15. **Égalité femmes-hommes.** Les petites exploitantes agricoles font face à des obstacles tels qu'un accès limité aux ressources productives, l'illettrisme et une répartition inéquitable du travail au sein du ménage. Afin de mieux répondre aux principaux problèmes liés aux inégalités femmes-hommes, une personne chargée de la problématique hommes-femmes et du développement social a été recrutée dans le cadre du projet, et les filières à appuyer, notamment la filière horticole, ont été choisies de façon à améliorer la participation et l'autonomisation des femmes.

¹ Rapport sur la nutrition mondiale, 2021.

16. Grâce à l'élargissement du projet, les interventions ciblées tenant compte des questions de genre atteindront un nombre plus élevé de bénéficiaires. La création d'un centre d'excellence des petites exploitantes, qui aurait pour objectifs de renforcer les compétences, les connaissances et les capacités des bénéficiaires, mais aussi de leur offrir une formation au développement des compétences de direction et de lutter contre les inégalités femmes-hommes, a également été proposée.
17. **Jeunesse.** Les jeunes, c'est-à-dire les personnes âgées de 18 à 35 ans, sont touchés de manière disproportionnée par le chômage et ils sont nombreux à occuper un emploi informel, en particulier dans les zones rurales. Le projet résout ces questions en fixant des quotas de participation des jeunes d'au moins 30%, en assurant l'accès prioritaire des jeunes entrepreneurs ruraux aux dons de contrepartie et en organisant des formations au renforcement des compétences. Le projet, qui sera mené en collaboration avec le Gouvernement, permettra également d'améliorer l'ensemble de l'activité commerciale dans le secteur agricole, ce qui devrait le rendre plus attrayant et assurer ainsi la participation des jeunes.
18. **Changements climatiques et environnement.** Les principaux obstacles auxquels est confronté le secteur agricole du Libéria sont les changements climatiques et la gestion non durable des ressources naturelles. Le financement additionnel s'accompagnera de mesures efficaces et efficientes d'adaptation et d'atténuation, ainsi que de solutions de gestion des ressources naturelles visant à réduire le risque d'effets négatifs sur l'environnement. Il renforcera par ailleurs les approches d'adaptation aux changements climatiques et les mesures d'atténuation de leurs effets dans les domaines de la production de riz et d'huile de palme, de façon à renforcer la résilience face au climat de cette production et de réduire les risques climatiques la menaçant.
19. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de FIDA11, le projet a été validé comme:
- incluant un financement climatique;
 - tenant compte des enjeux nutritionnels.

B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

20. À l'origine, le projet avait vocation à être mis en œuvre dans neuf comtés et à cibler les filières du riz, de l'horticulture et de l'huile de palme. Compte tenu du nombre croissant de demandes de dons de contrepartie provenant d'agriculteurs ruraux, le financement additionnel servira à élargir le champ d'application du projet à six comtés supplémentaires, couvrant ainsi l'ensemble du pays.
21. Le projet initial cible 38 350 petits exploitants membres d'une coopérative ou d'une organisation paysanne (ou souhaitant le devenir). Parmi les bénéficiaires se trouvent également les entreprises agroalimentaires et les sociétés fournissant des services de développement des entreprises qui entretiennent des liens commerciaux avec des petits exploitants agricoles. Conformément à la stratégie de ciblage initial, les bénéficiaires se composent au minimum de 30% de femmes et de 30% de jeunes.
22. Une fois sa portée élargie, le projet atteindra 35 525 bénéficiaires supplémentaires, dont: i) 16 825 petits exploitants agricoles, membres d'organisations paysannes et de coopératives, en tant que bénéficiaires de dons de contrepartie; ii) 12 000 habitants des zones rurales bénéficiant des plans d'action communautaires; iii) 1 700 habitants des zones rurales bénéficiant d'un don de contrepartie pour leur micro-, petite ou moyenne entreprise; iv) 5 000 petits exploitants agricoles bénéficiant d'un soutien direct pour améliorer leur production.

Au total, 73 875 ménages, soit 435 862 habitants des zones rurales, bénéficieront du projet.

C. Composantes, résultats et activités

23. Conformément à son cadre logique et à sa théorie du changement, le projet est fondé sur trois composantes, qui demeurent inchangées avec le financement additionnel.
24. **Avec la composante 1 (Renforcement des capacités institutionnelles des agriculteurs et des acteurs étatiques et non étatiques et instauration d'un environnement qui leur est davantage favorable)**, le projet cherche à renforcer la capacité des organisations paysannes, des coopératives, des acteurs du secteur privé et des organismes publics à fournir des services prioritaires de manière efficace et efficiente afin de favoriser le développement des filières.
25. **Sous-composante 1.1 (Renforcement des groupes de petits exploitants agricoles participant aux marchés dans les filières de produits de base sélectionnées)**. Au moment de l'examen à mi-parcours, le projet avait mobilisé 20 328 bénéficiaires, dont 170 organisations paysannes. Le niveau de maturité variant d'une organisation paysanne ciblée à l'autre, le financement additionnel permettra d'adopter une approche différenciée visant à maintenir et à appuyer leur croissance, prévoyant notamment la fourniture d'intrants subventionnés et l'organisation de formations personnalisées. Une attention toute particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes.
26. **Dans le cadre de la sous-composante 1.2 (Renforcement institutionnel des ministères, organismes publics et commissions gouvernementales sélectionnés)**, l'équipe de projet a déjà mis en œuvre des activités visant à renforcer les capacités des membres du personnel du Ministère de l'agriculture, de l'Agence coopérative pour le développement, de l'Autorité de réglementation des produits agricoles de base du Libéria, du Ministère du commerce et de l'industrie et du Ministère des finances et de la planification du développement.
27. Grâce au financement additionnel, le projet encouragera la création d'une plateforme consultative en ligne relevant du Ministère de l'agriculture, ayant vocation à faciliter l'accès des bénéficiaires aux informations relatives à la production et aux marchés. Le projet identifiera les partenaires du secteur privé et de la société civile qui auront pour rôle de personnaliser les informations sur des cultures spécifiques, les bulletins météorologiques et les possibilités offertes par les marchés relatives à des filières spécifiques, ainsi que de mettre en lien les bénéficiaires avec des fournisseurs d'intrants sur la plateforme².
28. **Dans le cadre de la sous-composante 1.3 (Renforcement des capacités des institutions du secteur privé et des institutions non étatiques sélectionnées)**, l'équipe de projet a déjà pris contact avec plusieurs institutions non étatiques, notamment le Réseau des syndicats agricoles du Libéria, la Liberian Business Association, l'Agribusiness Investment Network et la National Rice Federation of Liberia. Le financement additionnel permettra de consolider cette approche en encourageant l'organisation de forums de participation des filières pour renforcer la coordination, la communication et les liens commerciaux entre les différents acteurs des filières.
29. **Dans le cadre de la sous-composante 1.4 (Amélioration de l'environnement, des politiques, règlements et procédures administratives propices au développement de l'entrepreneuriat agricole)**, le projet a déjà appuyé l'élaboration de l'avant-projet de la Stratégie nationale de mécanisation de l'agriculture, de l'avant-projet de la Stratégie nationale de développement de la riziculture (NRDS II) et de la Stratégie et du Plan d'action nationaux relatifs à la

² [Liberia Desk-Study.pdf \(digitalgreen.org\)](#); Enseignements tirés de l'application Chamka, dans le cadre du projet ASPIRE (FIDA), mis en œuvre au Cambodge.

production d'huile de palme (NOPSAP). Le financement additionnel contribuera principalement à la mise en œuvre du plan d'action national multisectoriel relatif à la nutrition.

30. **Composante 2: Accroissement de la productivité et de la compétitivité.**
Dans le cadre de cette composante, le projet fournit des dons de contrepartie aux petits exploitants, aux entreprises agricoles et aux institutions financières dans le cadre du Fonds libérien de commercialisation agricole. À l'heure actuelle, ce fonds a approuvé et partiellement financé 24 plans d'activités, pour un montant total d'environ 2,5 millions d'USD, bénéficiant ainsi à des petites et moyennes entreprises (PME), à des coopératives et à des organisations paysannes dans les trois secteurs ciblés.
31. Le financement additionnel élargira la portée du projet, en fournissant un grand nombre de dons de contrepartie dans tout le pays. Il renforcera également les opérations du Fonds libérien de commercialisation agricole, en assurant la création d'une plateforme numérique visant à aider les agriculteurs et organisations paysannes³ à accéder au mécanisme de dons de contrepartie et à faciliter la gestion des plans d'activités par le Fonds. La composante 2 comporte quatre volets.
32. **Le volet 1** vise les dons de contrepartie destinés à financer les plans d'activités des organisations paysannes dans le cadre de dispositifs d'agrégation agricole pour le riz et l'horticulture, ainsi que ceux des acheteurs et entreprises de transformation.
33. Dans le cadre du financement additionnel, le montant des fonds disponibles pour les dons de contrepartie aux organisations paysannes augmentera, de façon à répondre aux besoins des groupes d'agriculteurs supplémentaires dans l'ensemble des comtés. Le projet ciblera également des ménages vulnérables supplémentaires par la mise en place de potagers, complétés par des activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements.
34. Le financement additionnel proposé appuiera par ailleurs la mise en œuvre de plans d'action communautaires, financés par le Fonds libérien de commercialisation agricole, pour la construction ou la réhabilitation d'infrastructures à petite échelle de production et de commercialisation (bassins versants, systèmes d'irrigation, transformation des produits agricoles, installations de stockage, accès à l'énergie solaire).
35. **Le volet 2** vise les dons de contrepartie destinés aux organisations paysannes participant à des alliances de petits planteurs de palmiers à huile. Ces activités seront développées de manière modeste, de façon à accroître le nombre de petits exploitants agricoles bénéficiant de systèmes de sous-traitance et à fournir une assistance technique spécialisée en vue d'échanges commerciaux avec les pays voisins.
36. **Volet 3.** Le Fonds libérien de commercialisation agricole cofinance les propositions d'investissement des entreprises agricoles et des PME. Le financement additionnel augmentera le nombre de PME bénéficiaires (en particulier celles dirigées par des jeunes et des femmes) et contribuera à la création de forums commerciaux réunissant PME, organisations paysannes et coopératives.
37. Le Ministère de l'agriculture promouvra la création d'une plateforme numérique de commerce électronique afin de favoriser la commercialisation des produits. Le projet identifiera par ailleurs les possibilités de rapprochement avec les opérateurs de réseau mobile, de façon à intégrer les solutions de paiement mobile à la plateforme.

³ Celle-ci contribuera également à l'amélioration de la qualité et à l'harmonisation des plans d'activités.

38. **Le volet 4** soutient la création de produits et services de financement adaptés aux filières ciblées. Grâce au financement additionnel, le projet fournira aux institutions financières un logiciel de comptabilité et une assistance technique connexe. La priorité sera donnée aux institutions financières rurales à assise communautaire bénéficiant déjà d'une aide au titre du Projet de finance rurale à assise communautaire (RCFP).
39. **Composante 3: Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet, et renforcement de la participation des citoyens.** L'objectif de cette composante est de faciliter une gestion et un suivi-évaluation du projet qui soient efficaces et efficients. Le financement additionnel sera utilisé pour recruter du personnel supplémentaire, par exemple des coordonnateurs dans les comités supplémentaires, ainsi qu'un ou une spécialiste de la nutrition.

D. Coûts, avantages et financement

Coût du projet

40. Le coût total du projet, c'est-à-dire le coût comprenant à la fois le financement initial et le financement additionnel, est estimé à 107,1 millions d'USD. Ce montant se répartit comme suit: i) un prêt de 25 millions d'USD de l'Association internationale de développement (IDA); ii) le financement initial de 23 millions d'USD du FIDA (16,8 millions d'USD sous forme de prêt et 6,2 millions d'USD sous forme de don); iii) le financement additionnel de 28,7 millions d'USD du FIDA; iv) 4,5 millions d'USD de financements privés; v) une contribution de 15,1 millions d'USD des bénéficiaires (en espèces et en nature); vi) une contribution de 0,8 million d'USD du Gouvernement, prenant la forme d'exonérations fiscales; vii) un déficit de financement de 10 millions d'USD pour les investissements relevant de la composante 2. Le déficit de financement pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du PBAS ou dans celui du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration) ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
41. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 7,48 millions d'USD. Il est entièrement validé en tant que financement en faveur de l'adaptation, ce qui qualifie cette proposition comme étant dotée d'une capacité d'adaptation.
42. **Financement par composante:** i) La composante 1 (Renforcement des capacités institutionnelles des agriculteurs et des acteurs étatiques et non étatiques et instauration d'un environnement qui leur est davantage favorable) recevra 7,4 millions d'USD (17% du financement additionnel); ii) la composante 2 (Assistance financière et technique pour accroître la productivité et la compétitivité) sera financée à hauteur de 34,1 millions d'USD (75% du financement additionnel); iii) la composante 3 (Coordination et suivi-évaluation efficaces du projet) bénéficiera de 3,7 millions d'USD (8% du financement additionnel)

Tableau 1

Résumé du financement initial et du financement additionnel

(en milliers d'USD)

	<i>Financement initial</i>	<i>Financement additionnel</i>	<i>Total</i>
Prêt du FIDA	22 991		22 991
Financement additionnel du FIDA		28 710	28 710
IDA	25 009		25 009
Cofinancier/déficit de financement		10 000	10 000
Agriculteurs/secteur privé	13 888	5 722	19 610
Emprunteur/bénéficiaire	-	824	824
Total	61 888	45 255	107 143

Tableau 2

Financement additionnel: coût du projet par composante et sous-composante, et par source de financement

(en milliers d'USD)

Composante/sous-composante	Prêt additionnel du FIDA		Bénéficiaires			Déficit de financement:		Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Contributions en espèces	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Renforcement des capacités institutionnelles des agriculteurs et des acteurs étatiques et non étatiques et instauration d'un environnement qui leur est davantage favorable.											
1.1. Renforcement des groupes de petits exploitants agricoles participant aux marchés dans les filières de produits de base sélectionnées	5 471	90						609	10	6 079	13,4
1.2. Renforcement institutionnel des ministères, organismes publics et commissions gouvernementales sélectionnés	1 042	95						59	5,3	1 100	2,4
1.3. Renforcement des capacités des institutions du secteur privé et des institutions non étatiques sélectionnées	274	100						0		274	0,6
1.4. Amélioration de l'environnement, des politiques, règlements et procédures administratives propices au développement de l'entrepreneuriat agricole	19	90						2	10	21	
2. Accroissement de la productivité et de la compétitivité											
2.1. Aide à l'investissement pour resserrer les liens entre les petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires	15 734	51	631	4 670	17	10 000	32	52	0,2	31 087	68,7
2.2. Appui aux entreprises agroalimentaires et aux sociétés de services de développement des entreprises	865	67		420	33			0		1 285	2,8
2.3. Appui aux institutions financières	1 676	61						-		1 676	3,7
3. Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet, et renforcement de la participation des citoyens											
3.1. Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet	3 485	98						87	2,4	3 572	7,9
3.2. Communication efficace et renforcement de la participation des citoyens											
3.3. Interventions en cas d'urgence	143	100						16	10	159	0,4
Total	28 710	63	631	5 091	13	10 000	22	824	22	45 255	100

Tableau 3
Financement additionnel: coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt additionnel du FIDA		Bénéficiaires			Emprunteur/bénéficiaire		Déficit de financement		Total	
	Montant	%	Contributions monétaires	Contributions en nature	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Véhicules	77	100								77	0,2
2. Équipement et matériel	4 379	92				427	8			4 806	11
3. Frais de consultants	2 994	93				226	7			3 221	7,3
4. Formation	1 276	92				112	8			1 387	3
5. Ateliers	749	93				58	7			807	2
6. Dons et subventions	15 248	49,2	631	5 091	18,5			10 000	32,3	30 969	68
7. Salaires, traitements et indemnités	2 226	100								2 226	6
8. Frais de fonctionnement	1 760	100								1 760	4
Total	28 710	63	631	5 091	14	824		10 000	22	45 255	100

Tableau 4
Coût du projet par composante et par année du projet
(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Année 7</i>	<i>Année 8</i>	<i>Année 9</i>	<i>Total</i>
1. Renforcement des capacités institutionnelles des agriculteurs et des acteurs étatiques et non étatiques et instauration d'un environnement qui leur est davantage favorable										
1.1. Renforcement des groupes de petits exploitants agricoles participant aux marchés dans les filières de produits de base sélectionnées	1 316	1 342	1 362	1 334	-	2 591	2 601	509	378	11 433
1.2. Renforcement institutionnel des ministères, organismes publics et commissions gouvernementales sélectionnés	886	418	132	102	59	653	284	81	83	2 697
1.3. Renforcement des capacités des institutions du secteur privé et des institutions non étatiques sélectionnées	439	307	397	251	256	117	51	58	48	1 924
1.4. Amélioration de l'environnement, des politiques, règlements et procédures administratives propices au développement de l'entrepreneuriat agricole	213	197	143	97	77	10	11	-	-	747
2. Accroissement de la productivité et de la compétitivité										
2.1. Aide à l'investissement pour resserrer les liens entre les petits exploitants agricoles et les entreprises agroalimentaires	5 200	9 622	9 688	9 098	5 580	7 605	7 975	8 428	7 039	70 236
2.2. Appui aux entreprises agroalimentaires et aux sociétés de services de développement des entreprises	984	1 003	1 022	1 041	1 042	317	317	322	330	6 377
2.3. Appui aux institutions financières	203	206	210	-	-	876	326	300	175	2 296
3. Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet, et renforcement de la participation des citoyens										
3.1. Gestion et suivi-évaluation efficaces du projet	2 547	995	1 049	1 062	1 086	954	769	917	855	10 234
3.2. Communication efficace et renforcement de la participation des citoyens	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
3.3. Interventions en cas d'urgence	192	196	200	204	208	39	39	40	41	159
Total	11 981	14 286	14 201	13 188	8 307	13 161	12 373	10 655	8 949	107 103

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

43. Le montant du cofinancement de l'IDA n'a pas changé depuis la conception (25 millions d'USD). Les contributions des autres bailleurs de fonds s'élevaient en tout à 13,8 millions d'USD, soit 4,5 millions issus du secteur privé et 9,3 millions d'USD issus des bénéficiaires. Avec le financement additionnel, le montant du cofinancement passe à 20,4 millions d'USD, issus des bénéficiaires (15 millions d'USD), du secteur privé (4,5 millions d'USD) et de l'État (0,8 million d'USD). Un écart de financement de 10 millions d'USD devra être comblé par d'autres partenaires de développement pour financer les plans d'action communautaires et organisations paysannes dans les filières du riz et de l'horticulture.

Résumé des avantages et analyse économique

44. Le projet visait à l'origine à accroître la productivité des petits exploitants agricoles et la commercialisation de leurs produits issus de trois filières: l'horticulture, l'huile de palme et le riz. Le taux de rentabilité économique interne du projet devrait s'établir à 30% avec le financement additionnel, et la valeur économique actuelle nette à 66,6 millions d'USD (avec un taux d'actualisation moyen de 12%). Le projet sera par conséquent très rentable d'un point de vue économique.
45. L'analyse de sensibilité indique que le projet est très résilient à une hausse des coûts et à une réduction des bénéfices. De fait, si ces derniers baissent de 10 à 20%, le taux de rentabilité économique interne du projet s'établira tout de même à 28% dans le premier scénario et à 25% dans le second.

Stratégie de retrait et pérennisation

46. Plusieurs éléments de la stratégie de retrait figurent déjà dans le projet:
- Le renforcement des organisations paysannes et coopératives pour leur permettre d'entreprendre des activités viables sur le plan commercial, y compris avec le secteur privé.
 - L'appui aux institutions du secteur privé sous la forme d'activités de renforcement des capacités, pour permettre aux petits exploitants agricoles de recevoir une aide même après l'achèvement du projet.
 - L'élaboration de politiques pour favoriser l'accès des petits exploitants agricoles aux possibilités existant dans les filières ciblées de l'huile de palme, de l'horticulture et du riz.
 - L'instauration du Fonds libérien de commercialisation agricole, pour permettre aux organisations paysannes d'accéder à des fonds de contrepartie. Ce Fonds a vocation à devenir le mécanisme par lequel la plupart des financements agricoles transiteront.
 - L'appui aux institutions de financement rural contribuera à la durabilité des organisations, qui seront ainsi capables de financer le secteur rural.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

47. **Contexte national.** Au stade de la conception, les risques ont été jugés élevés. Si le pays fait montre de stabilité politique récemment, sa capacité budgétaire limitée, son fort taux de pauvreté et les débouchés économiques limités présagent d'un risque élevé pour la paix. Le ciblage des jeunes, associé à l'engagement et au dialogue citoyens, devrait contribuer à une société plus inclusive sur le plan social.
48. **Risques environnementaux.** Les risques environnementaux potentiels sont jugés modérés, et ne devraient pas s'accroître avec le financement additionnel. Ils concernent principalement l'expansion des exploitations arboricoles, qui pourrait avoir pour conséquence un déplacement des terres forestières. Le projet soutient à cet effet les concessionnaires ou grands exploitants agricoles qui mettent en place

des systèmes de sous-traitance, les anciennes plantations de petits exploitants d'huile de palme voisins étant replantées, semailles, engrais et services de vulgarisation à l'appui.

49. **Capacités institutionnelles d'exécution et pérennisation.** Le risque que l'organisme d'exécution n'ait pas les ressources, processus et systèmes adaptés pour gérer le projet de manière efficace est jugé modéré, ce qui constitue une amélioration par rapport à l'évaluation effectuée au moment de la conception. Dans le cadre du projet, le Ministère de l'agriculture a également bénéficié d'une assistance, soit sous forme de renforcement des capacités à l'intention des principaux organismes, soit au titre de l'élaboration de politiques.
50. **Dispositifs de suivi-évaluation.** Le risque que les processus et systèmes de suivi-évaluation de l'organisme d'exécution soient faibles ou insuffisants est jugé élevé. Le système de suivi-évaluation du projet est de faible qualité; le FIDA et la Banque mondiale fournissent toutefois une aide à la mise en œuvre pour améliorer cette fonction.
51. **Passation de marchés au titre du projet.** Le risque que la capacité et les pratiques réglementaires et institutionnelles de l'emprunteur soient inadaptées pour assurer une passation de marchés qui optimise le rapport qualité/prix est jugé élevé. Toutefois, le FIDA et la Banque mondiale sont prêts à fournir une aide au renforcement des capacités à l'unité d'exécution du projet.
52. **Risques sur le plan fiduciaire.** L'examen à mi-parcours a jugé les risques généraux sur le plan fiduciaire comme étant modérés à substantiels. Plus particulièrement, le taux élevé de rotation du personnel de l'unité d'exécution du projet, le faible niveau de décaissement et la présentation des rapports d'audit en temps voulu demeurent problématiques. Afin d'atténuer ces difficultés, de nouvelles personnes ont été nommées à la tête du département des finances et le personnel de l'unité d'exécution du projet a été formé aux modalités de décaissement de façon à améliorer les performances.

B. Catégorie environnementale et sociale

53. Le risque environnemental et social est confirmé comme étant modéré, comme au moment de la conception. Le projet continuera d'utiliser le Cadre de gestion environnementale et sociale et le Cadre de politique de réinstallation de la Banque mondiale, qui comporte une liste de vérification visant à examiner chaque sous-projet pendant l'exécution et décrit les garanties à mettre en place. Des plans de gestion environnementale et sociale et des plans d'action pour la réinstallation seront élaborés et soumis pour approbation avant d'entreprendre les activités.
54. L'analyse de l'écart entre le Cadre de gestion environnementale et sociale et les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) montre que le FIDA et la Banque mondiale partagent une approche similaire en matière de gestion des impacts sociaux, environnementaux et climatiques. Ils ont tous deux recours à une approche fondée sur les risques qui prévoit une supervision et des ressources accrues pour les projets complexes et assure une meilleure réactivité aux changements grâce à la gestion adaptative des risques et à la mobilisation des parties prenantes.
55. Le projet devrait avoir un impact social positif sur les ménages et les communautés. Les activités du projet conduiront à une hausse des revenus des ménages d'agriculteurs participants et à une amélioration des capacités sur le plan agricole, et pourront aboutir à des avantages monétaires et non monétaires à l'échelle communautaire.

C. Classement au regard des risques climatiques

56. Le risque climatique est actuellement confirmé comme étant modéré, les principaux effets climatiques étant l'imprévisibilité des précipitations et la hausse des températures. Une approche adaptée à chaque culture sera conçue pour lutter contre les risques climatiques, conformément, comme à l'origine, aux PESEC et au cadre de gestion environnementale et sociale. Des méthodes d'atténuation seront appliquées à toutes les cultures, mais particulièrement aux palmiers à huile, compte tenu des émissions de gaz à effet de serre produites par cette filière.
57. En réduisant les impacts des phénomènes climatiques extrêmes sur les cultures et en diversifiant les systèmes de production agricole, le projet limitera directement les effets des changements climatiques. L'intégration de mesures de protection contre la déforestation dans la conception de projet réduira également, voire éliminera, le risque d'effets environnementaux liés à la déforestation pesant sur les communautés ciblées.
58. La mise en œuvre de mesures d'adaptation et d'atténuation au Libéria reste néanmoins un défi à relever, compte tenu: i) du manque de données climatiques fiables et en temps réel; ii) du faible nombre d'études empiriques sur les effets des changements climatiques; iii) du manque de connaissances sur les mesures d'adaptation et d'atténuation potentielles au sein des ministères; iv) du manque de financements disponibles au titre de l'action climatique. Le financement additionnel assurera l'amélioration des connaissances et capacités pertinentes en matière de changements climatiques, grâce à la mise en place d'activités de sensibilisation, de formation et de partage de connaissances.

IV. Exécution

A. Respect des politiques du FIDA

59. Le projet est aligné sur le Programme d'options stratégiques pour le Libéria 2020-2024, notamment sur son objectif visant à améliorer la performance et l'inclusivité des filières, et contribue aux trois objectifs stratégiques du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025.
60. Le projet est conforme à la Politique du FIDA pour des services financiers inclusifs en milieu rural 2021, puisqu'il cherche à renforcer la capacité des institutions financières rurales à assise communautaire à servir le marché cible des petits exploitants de manière durable. L'élargissement du projet assurera une meilleure adhésion aux thématiques transversales du FIDA, en particulier le climat, les femmes, les jeunes et la nutrition, en conformité avec les politiques et stratégies d'intégration du FIDA.

B. Cadre organisationnel

Gestion et coordination

61. Conformément à ce qui était prévu lors de la conception du projet, une unité d'exécution a été créée au sein du Ministère de l'agriculture pour mettre en œuvre le projet sous la supervision de la Banque mondiale. Les modalités de gestion et de coordination du projet demeureront inchangées et seront mises en œuvre par l'unité d'exécution du projet et supervisées par la Banque mondiale.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

62. **Gestion financière.** Les modalités de gestion financière appliquées à la conception initiale vaudront également pour le financement additionnel. L'unité d'exécution du projet gère les aspects fiduciaires du projet, et est chargée de préparer et de soumettre des rapports financiers intermédiaires chaque trimestre. L'équipe du projet partagera systématiquement et en temps utile les rapports financiers intermédiaires non audités, les états des ressources et emplois de fonds et les états financiers annuels audités avec la Banque mondiale et le FIDA. Les auditeurs internes du Ministère de l'agriculture entreprendront des activités

d'audit en interne en fonction des risques, et soumettront les rapports d'audit interne en temps utile.

63. En ce qui concerne les fonds du FIDA, un compte distinct sera ouvert dans une banque commerciale du Libéria. Les tableaux relatifs aux coûts du projet présentent la répartition des coûts entre les cofinanceurs, la Banque mondiale, le FIDA, les agriculteurs, le secteur privé et le Gouvernement. L'équipe de gestion financière sera responsable du suivi et de l'élaboration de rapports sur toutes les contributions au projet, y compris les contributions en nature. L'unité d'exécution du projet préparera un plan de travail et budget annuel, par rapport auquel elle effectuera un contrôle permanent de l'état d'avancement de la mise en œuvre du projet et des dépenses.
64. L'absorption du financement additionnel proposé sera surveillée de près. La nouvelle équipe de l'unité d'exécution du projet présente déjà un bilan positif sur les plans de la planification et des décaissements, puisqu'elle fournit des prévisions des activités de mise en œuvre et continuera de le faire dans les futurs rapports financiers intermédiaires.
65. **Passation des marchés.** Le Ministère de l'agriculture et l'unité d'exécution du projet continueront de s'occuper de la passation de marchés de travaux, de biens et de services dans le respect des directives de la Banque mondiale relatives à la passation de marchés. L'équipe chargée de la passation de marchés, composée d'un(e) spécialiste en passation de marchés internationaux, d'un(e) responsable de la passation des marchés et d'un(e) spécialiste en passation de marchés, demeurera inchangée. La Banque mondiale supervisera la passation de marchés en conformité avec ses propres mécanismes; il a toutefois été convenu, lors de l'examen à mi-parcours en mai 2022, que le FIDA bénéficierait du nombre accru de rapports sur l'état de la mise en œuvre des marchés.

C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique

66. **Planification et suivi-évaluation.** Le projet s'appuiera sur le système existant de suivi-évaluation utilisé pour le suivi des résultats et la gestion des projets. Des plans de travail et budgets annuels seront préparés en consultation avec les bénéficiaires et d'autres parties prenantes, de manière à refléter leurs contributions. Ces plans de travail et budgets annuels seront établis en temps voulu, de façon à obtenir l'approbation du comité de pilotage national.
67. Le système de suivi-évaluation s'inscrit dans la lignée des directives du FIDA sur les indicateurs de base relatifs aux effets directs et du cadre de résultats et des exigences de l'unité d'exécution du projet. Le système de suivi-évaluation sera exhaustif, de façon à satisfaire aux exigences en matière de communication des résultats du FIDA et de la Banque mondiale.
68. Chaque unité au sein de l'unité d'exécution du projet sera responsable de la gestion des connaissances. L'unité chargée du suivi-évaluation jouera un rôle de premier plan dans la création et la comparaison des supports de connaissances, et l'unité chargée de la communication facilitera la diffusion de ces supports auprès de toutes les parties prenantes. Le projet élaborera un plan d'action en matière de gestion des connaissances, lié à la stratégie globale de gestion des connaissances de l'unité d'exécution du projet. En particulier, les enseignements tirés seront utilisés pour améliorer les manuels d'exécution, les concepts, la stratégie et la gestion du projet.

D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement

69. L'accord de financement sera modifié de façon à y intégrer le financement additionnel de 28,71 millions d'USD. En tenant compte du financement initial, le nouveau financement total fourni par le FIDA s'élève à 51,71 millions d'USD.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

70. Un accord de financement/une lettre de modification signé(e) par le Gouvernement de la République du Libéria et le FIDA est l'instrument juridique régissant l'octroi du financement proposé l'emprunteur/bénéficiaire. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
71. Le Gouvernement de la République du Libéria est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
72. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

73. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un prêt à des conditions extrêmement concessionnelles d'un montant de vingt-deux millions neuf cent soixante-sept mille sept cent soixante-douze dollars des États-Unis (22 967 772 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de cinq millions sept cent quarante et un mille neuf cent quarante-trois dollars des États-Unis (5 741 943 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators					Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	New End target	Source	Frequency	Responsibility	
Outreach STAR-P	1.b Estimated corresponding total number of households members					Monitoring reports/MIS system	Quarterly/Annually	PMU/Partners	The project interventions/ activities are implemented as scheduled with strong buy-in of public and private actors and effective participation of targeted beneficiaries
	Household members - Number of people		118 000	226 265	435 862				
	1.a Corresponding number of households reached					Monitoring reports/MIS system	Quarterly/Annually	PMU/Partners	
	Women-headed households - Households			11505	22 163				
	Households – Households		20 000	38350	73 875				
	1 Persons receiving services promoted or supported by the project					Monitoring reports/ MIS system	Quarterly/Annually	PMU/Partners	
	Males – Males		13000	25994	51 713				
	Females – Females		7000	12356	22 162				
	Young - Young people		7000	12356	22 162				
	Total number of persons receiving services - Number of people		20000	38350	73 875				
Project Goal Improved livelihoods and food security for smallholder farmers in the rice and oil palm value chains	Increase in beneficiary assets					Baseline, MTR, Completion Survey	Mid-term and completion	WB/IFAD-PIU	
	Increase in beneficiary assets - Percentage (%)				20				
	Proportion of target population below the minimum level of dietary energy consumption by gender						Mid-term and completion	WB/IFAD-PIU	

	Population below the minimum level of dietary energy consumption - Percentage (%)				TBD		Baseline, MTR, Completion Survey			
Development Objective Increase agricultural productivity and promote commercialization of smallholder farmers	§ Increase in yield per targeted Value-Chain; Rice disaggregated by Gender and youth						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	Government policies are stable, global demand for selected value chains and their commodity prices stay attractive.
	Percentage (%)	0	10	20	20					
	Increase in yield per targeted ValueChain: Oil-Palm; disaggregated by gender and youth(Percentage)						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Increase in yield: Oil Palm - Percentage (%)	0	10	20	20					
	Increase in yield per targeted ValueChain: Vegetables; disaggregated by gender and youth (Percentage)						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Increase in yield: Vegetables - Percentage (%)	0	10	20	20					
	Volume of annual sales (Mt) of rice produced by the beneficiary farmers' group disaggregated by gender and youth (MT/year)						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Mt of rice – Number	0	0.5	0.75	1					
	Volume of annual sales (Mt) of oil palm produced by the beneficiary farmers' group disaggregated by gender and youth (MT/year)						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Mt of Oil Palm – Number	0.28	2	4.1	4					
	Volume of annual sales (Mt) of vegetables produced by the farmers' group disaggregated by gender and youth (MT/year)						Thematic studies, project-specific/national surveys	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Mt of vegetables – Number	0.2	1	2	2					
	1.2.4 Households reporting an increase in production						IFAD COI Survey	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
Total number of household members - Number of people		115 787		259 039						
Households - Percentage (%)		32		60						

	Women-headed households – Households		4906		13 172				
	Households – Households		19 625		43 905				
	1.2.8 Women reporting minimum dietary diversity (MDDW)					IFAD COI Survey	Baseline, MTR, Completion	PMU, service provider	
	Women (%) - Percentage (%)		25	50	50				
	Women (number) – Females		15 700		36 588				
	Households (%) - Percentage (%)		25		50				
	Households (number) – Households		15 700		36 588				
	Household members - Number of people		92 630		215 866				
Outcome Outcome 1 (Component 1): Strengthened market oriented smallholder farmer groups for selected commodity value chains	Household reporting satisfaction with project-supported services (SF 2.1)					IFAD COI Survey	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	Communities are involved and responsive to interventions made
	Percentage of households		45%		75%				
	Household reporting the ability to influence decision making of local authorities /project service providers (SF 2.2)					IFAD COI Survey	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU	
	Percentage of households		25%		50%				
	Number of Business Development Plans (BDPs) developed					Project MIS, PIU progress report	Quarterly, Biannual, Annually	WB/IFA D-PIU	
	Number of BDPs – Number	0	750	1090	2000				
	Number of Business Development Plans developed for women and youth					Project MIS, PIU progress report	Quarterly, Biannual, Annually	WB/IFA D-PIU	
	Number of BDPs – Number	0	300	400	700				
Output 1.1. Strengthened market-oriented	Number of persons receiving capacity building training (disaggregated by gender)					Project MIS, PIU progress report	Quarterly, Biannual, Annually	WB/IFA D-PIU	Communities are involved and responsive to interventions
	Number of Persons – Number	80	30000	42640	67 320				

smallholder farmer-groups	Number of agribusiness capacity strengthened (SMEs and large) during matching grant implementation					Project MIS, PIU progress report	Quarterly, Biannual, Annually	WB/IFA D-PIU	made
	Number of agribusiness – Number	30	110	190	240				
	Client days of training provided (disaggregated by gender)								
	Client days - Number	400	30000	40000	60000	Baseline, MTR, Completion Survey	Quarterly, Biannual, Annually	WB/IFA D-PIU	
Outcome 2 (Component 2): Improved smallholders' integration in the value chains targeted by the project.	Percentage of capacity utilization rate of post-harvest processing facilities					Baseline, MTR, Completion Survey, PIU progress report	Baseline, Mid-term, Completion, Annually	WB/IFA D-PIU	Stakeholders including agribusinesses keep interest in integrating smallholder's in value chains
	Percentage of capacity utilization rate - Percentage (%)	10	30	50	50				
	Number of off-take arrangements delivered and sustained between FBOs and Buyers (by value chain)					Baseline, MTR, Completion Survey, PIU progress report	Annually	WB/IFA D-PIU	
	Number of arrangements - Number	0	100	200	350				
	Number of productive market linkages sustained after one year of approval					Baseline, MTR, Completion Survey, PIU progress report	Annually	WB/FAD -PIU	
	Number of linkages - Number	0	90	160	280				
	Percentage of farmers using market information (Percentage)					Baseline, MTR, Completion Survey, PIU progress report	Baseline, Mid-term, Completion, Annually	WB/IFA D-PIU	
	Percentage of farmers - Percentage (%)	0	30	50	60				
	Number of persons with new jobs/employment opportunities					Completion survey, PIU progress report	Completion, Annually	WB/IFA D-PIU	
	No of persons (Male/female)	0			1500				
1.2.2 Households adopting improved agricultural technology					IFAD COI Survey	Baseline, MTR, Completion	WB/IFA D-PIU		
Number of household	0			44 325					
Number- total household members	0			261 518					
Percentage of household	0	31.3		60					
Output 2.1: Improved	Farmers reached with agricultural assets or services (CRI, Number)							WB/FAD -PIU	Stakeholders Including
	Females - Number	0	7000	11550	21000				

smallholders' integration in the value chains targeted by the project.	Total - Number of people	0	25000	35000	70000	Project M&E system, PIU progress report	Quarterly, Biannual, Annually		agribusinesses keep interest in integrating smallholders in value chains
	Youth - Number		7000	11550	21000				
	Number of Matching Grants					Project MIS, PIU progress report	Quarterly, Bi-annual, Annually	WB/IFAD-PIU	
	Approved - Number	0	750	1062	2000				
	1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages					Project MIS, PIU progress report	Quarterly/Annually		
	Males - Males		17 105		35 856				
	Females - Females		7 331		15 367				
	Young - Young people		7 331		15 367				
	Total rural producers - Number of people		24 436		51 223				
	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies					Project MIS, PIU progress report	Quarterly/Annually	WB/FAD-PIU	
	Men trained in crop - Males	0	15000	23100	33 613				
	Women trained in crop - Females	0	7000	11550	14 406				
	Total persons trained in crop - Number of people	0	22000	34650	283 311				
	1.1.8 Households provided with targeted support to improve their nutrition					Project MIS, PIU progress report	Quarterly/Annually	PMU	
	Total persons participating - Number of people		23 480	5000	40 631				
	Males - Males		3480		2 032				
	Females - Females		20 000		38 600				
	Households - Households	0	23 480	5000	40 631				
	Household members benefitted - Number of people		129 682		239 724				

Young - Young people							
Number of Agrifinance products and services (credit lines, risk guarantees) developed by Financial Institutions					Project MIS, PIU progress report	Annually	WB/IFAD-PIU
Number of Agrifinance products and services - Number	0	5	9	9			

Updated summary of the economic and financial analysis

- Several financial models were developed at project design to determine the financial viability of STAR-P. All crop models used were found financially viable to be able to seek for additional funds. As part of the AF analysis, these models have been reviewed again and their financial viability has been reconfirmed. The table below summarizes the financial viability assessment for STAR-P.

Table A
Financial cash flow models

		Farm models' net incremental benefits (in US\$)				
		Crop Models				
		Rice Rehab Model	Rice Model Non-Rehab	Oil Palm Model - Medium input	Oil Palm Model - High input	Hot Pepper
PY1	633	212	-	-	290	
PY2	1,498	940	(45)	762	502	
PY3	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY4	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY5	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY6	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY7	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY8	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY9	1,876	1,253	728	1,583	883	
PY10	1,876	1,253	728	1,583	883	
IRR/**						
NPV (\$)		10,085	6,495	3,171	7,609	4,573

** ERR does not compute in models without negative cashflow

- Table B provides overall project costs by components and beneficiaries. The total project costs have been estimated at US\$ 107.1 million over a ten-year project implementation period. The cost per beneficiary has been estimated at US\$ 246 and cost per household has been estimated at US\$ 1,450. It is estimated that up to 73,875 households will be impacted by the project implementation (equivalent to 435,862 beneficiaries). The following table summarizes the expected outcomes of the project interventions and indicators linked to Log-frame targets.

Table B
Project costs and log frame targets

PROGRAMME COSTS AND INDICATORS FOR LOGFRAME					
TOTAL PROGRAMME COSTS (in million USD)			107.1		
Beneficiaries	435,862	people	73,875	Households	
Cost per beneficiary	246	USD x person		1,450	USD
Components and Cost (USD million)			Average increase in Rural income per	WOP (\$)	WP (\$)
A. Institutional Capacity Building for Farmers, State-and Non-State	17	Average increase in income per HH per year			
B. Financial and Technical Assistance to enhance Productivity and	79				
C. Project Coordination, Monitoring and Evaluation	11				
Total	107.1				

3. Table C provides the expected yield per hectare for the models used to estimate the project viability. WOP represents the without project yield levels while WP represents the with project situation. As part of the AF analysis, these have been validated. It also summarizes some of the main input prices included in the models.

Table C
Main assumptions and shadow prices

C)		MAIN ASSUMPTIONS & SHADOW PRICES				
	Output	land Size	Yields (Annually) Kg		Price (\$)	
			WOP	WP		
FINANCIAL	Rice Rehab Model	1 Ha	1,500	3,500	1.20	
	Rice Model Non-Rehab	1 Ha	1,500	2,900	1.20	
	Oil Palm Model - Medium input	1 Ha	6,800	8,000	0.20	
	Oil Palm Model - High input	1 Ha	11,050	13,000	0.20	
	Hot Pepper	1 Ha	2,000	4,000	0.50	
Economic					Disc. Rate (opp. Cost of capital)	12%
	CF for unskilled and family labour	0.96			Discount rate on saving/deposit accounts	12%

4. Table D shows the phasing year after year cumulating up to 73,875 beneficiaries by year ten.

Table D
Beneficiary adoption rates and phasing

Beneficiary Phasing	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Total
No of beneficiary HH - Cumulative		10,000	17,000	27,000	38,000	48,000	58,000	68,000	73,875	73,875	73,875
Adoption rate		10%	25%	35%	45%	50%	50%	50%	50%	50%	50%

5. Table E below presents the net incremental benefit of the project. Net incremental costs include all project costs. The analysis shows that the project has the capacity to generate an Economic Rate of Return (ERR) of 30 per cent with a Net Present Value (NPV) of US\$ 66.6 million.
6. The ERR of 30% is justified because of the low base situation. This is normal for very low income countries such as Liberia. For very low income countries, any investment tends to yield higher rates of return compared to countries that are at a higher level of economic development. For very low income countries, the marginal propensity to add benefits is much higher. In fact, at original design that was spear headed by the WB, the ERR was already high, at 22%. The incremental financing has since resulted into the change in targets and the number of beneficiaries. The log-frame has been appropriately adjusted.

Table E
Economic cash flow

Beneficiary Phasing	Y1	Y2	Y3	Y4	Y5	Y6	Y7	Y8	Y9	Y10	Total	
No of beneficiary HH - Cumulative		10,000	17,000	27,000	38,000	48,000	58,000	68,000	73,875	73,875	73,875	
Adoption rate		10%	25%	35%	45%	50%	50%	50%	50%	50%	50%	
Average farm incremental income		29	242	421	421	421	421	421	421	421	421	
Total farm benefits		287,484	4,110,006	11,365,675	15,996,135	20,205,644	24,415,153	28,624,662	31,097,749	31,097,749	-	
Project Economic Costs												
Investment Costs	9,206,806	11,360,226	11,070,401	10,015,300	5,648,850	10,747,469	10,203,252	8,644,052	7,090,979			
Recurrent Costs	1,729,580	1,609,520	1,609,520	1,577,770	1,548,520	983,805	912,525	912,525	912,525	456,262		
Total Project Costs	10,936,386	12,969,746	12,679,921	11,593,070	7,197,370	11,731,274	11,115,777	9,556,577	8,003,504	456,262		
Total Incremental Income	-	10,936,386	12,682,262	8,569,915	227,395	8,798,765	8,474,370	13,299,377	19,068,086	23,094,245	30,641,487	30,641,487
Discount rate %											12%	
Economic Rate of Return											30%	
Net Present Value											66,652	

7. Table F below presents a sensitivity analysis that has been carried out to test the robustness of the above results. The outcomes are presented in table below. The

sensitivity analysis investigates the effect of fluctuations in project costs, benefits and delays in implementation on the NPV and EIRR. It shows the economic impacts that a decrease in project benefits of up to 30 per cent will have on the project's viability. A sensitivity analysis shows that the EIRR drops to 25 per cent with a 20 per cent increase in project costs. a 10 per cent increase in costs yields a high EIRR of value 27 per cent, and a delay of project aggregated benefits by one to two years still yields a high ERR of 24 per cent and 20 per cent respectively. The overall analysis shows that the economic viability of the project remains attractive by preserving positive NPV and EIRR in each case.

Table F
Sensitivity analysis

Sensitivity analysis				
	%	IRR	NPV (US\$)	Link between project costing and lograme indicators
Base Scenario		30%	66,652	
Decrease of Project benefits	-10%	28%	58,907	The risk that existing or possible future environmental conditions/future climate variabilities or extreme events (e.g. earthquake, volcano eruption, land erosion, salinity, siltation etc.) may have significant adverse impacts on food and nutrition security, agricultural productivity, access to markets, value chains, infrastructure, and/or the incidence of pests and diseases, resulting in increased vulnerability or deterioration of target populations' livelihoods and ecosystems leading to reduced benefits.
	-20%	25%	47,983	
	-30%	24%	43,236	
Cost Increase	10%	27%	60,820	The risk that macroeconomic policies, such as monetary, fiscal, debt management/sustainability, and trade resulting in high inflation, low foreign exchange reserves, large fiscal deficits, debt distress), undermining government capacity to mobilize counterpart funding, and significantly impacting market dynamics of value chains, including market prices and profit margins for project.
	20%	25%	54,989	
	30%	23%	49,158	
1 Delay of benefits		24%	50,175	The country's political developments that may result in delays or the potential reversal of key political decisions and commitments (including approval and implementation of laws and regulations, and timely counterpart funding) that underpin the project benefits.
2 Delay of benefits		20%	35,522	
Increase of benefits	10%	33%	79,148	The macroeconomic policies, such as monetary, fiscal, debt management/sustainability, and trade resulting in stable inflation & foreign exchange reserves, enhancing government capacity to mobilize counterpart funding, and significantly impacting market dynamics of value chains, including market prices and profit margins for project.
	20%	35%	91,644	